

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article1641>

# L'Europe secouée par le nationalisme économique

- Intelligence économique -



Date de mise en ligne : samedi 4 mars 2006

---

**Spyworld Actu**

---

### **La multiplication des interventions publiques visant à empêcher des mariages transnationaux d'entreprises inquiète la Commission européenne, démunie face à cette violation de l'esprit du marché unique.**

L'ANNONCE de la fusion entre Suez et Gaz de France, précédée par les récentes opérations lancées par plusieurs gouvernements pour contrer des OPA hostiles, plongent l'Europe dans un abîme de perplexité. L'Union européenne (UE) succomberait-elle à une vague inédite de nationalisme économique ?

Dans ce temple de l'intégration communautaire qu'est Bruxelles, personne ne s'aventure à défendre le sauvetage organisé par Paris aux fins d'extraire Suez des griffes de l'italien Enel. Deux concepts servent à qualifier l'attitude des autorités françaises : chauvinisme et patriotisme. Mais, dès qu'il s'agit d'évaluer l'intensité politique du phénomène, les opinions divergent. Les uns s'inquiètent de la multiplicité de ces interventions publiques, qu'ils voient comme autant d'obstacles à l'accomplissement du marché intérieur. Les autres les traitent au contraire par le mépris, les assimilant, dans une économie totalement mondialisée, à un chant du cygne nationaliste.

Du haut de ses cinquante ans d'intégration communautaire, la Commission européenne pourrait jouer les blasées. A Bruxelles, chacun se souvient du combat homérique qu'a mené l'Allemagne contre la directive OPA, récemment adoptée. Berlin voulait à tout prix sauvegarder la participation détenue par le Land du Bade-Wurtemberg dans le capital de Volkswagen. Plus récemment, l'Italie s'est attiré les foudres de la Commission pour avoir, au nom de « l'italianité » de son système bancaire, tenté de bloquer les opérations de rachat menées par la banque espagnole BBVA et la néerlandaise ABN Amro. Mécontente du sort réservé à son champion Enel, Rome pleure désormais dans le giron de l'exécutif européen...

#### **A l'encontre du grand marché**

Au Luxembourg, le gouvernement grand-ducal n'hésite pas à légiférer contre les OPA afin de contrer le raid de Mittal sur Arcelor. « Ici, la moitié des familles comptent un salarié, ou ex-salarié, d'Arcelor et les trois quarts des Luxembourgeois approuvent le premier ministre », observe Charles Margue, directeur de l'institut de sondage Iliès. Plus fréquemment, les Etats membres freinent les assauts des entreprises étrangères sous prétexte que leurs marchés d'origine ne sont pas assez accueillants envers leurs propres compagnies. Ainsi raisonne Madrid à l'égard de l'OPA lancée par E.ON sur Endesa. La Commission a beau répéter que ces « principes de réciprocité n'ont pas de base légale », ces arguments font recette dans l'opinion publique. Karel Van Miert, l'ancien commissaire à la Concurrence, redoute que ces réflexes nationaux ne déclenchent une réaction en chaîne en Europe. « Ce qui se passe aujourd'hui dépasse largement le cadre des contentieux quotidiens. Le fait que ces comportements soient désormais revendiqués par les gouvernements, comme en France, est extrêmement préoccupant et va à l'encontre du grand marché », estime-t-il. « Ils témoignent du ralentissement du mouvement d'intégration européenne observé après l'élargissement, alors même que le taux de chômage reste élevé dans l'UE », analyse Katinka Barysch, du CER, un think-tank londonien. Cette chercheuse met sur le même plan les réactions d'hostilité à la directive Bolkestein.

#### **Deux interprétations**

A l'inverse, d'autres analystes mettent en avant la particularité du secteur énergétique européen. Le fait que les consommateurs rechignent à changer de fournisseurs et que les réseaux d'approvisionnement restent d'abord nationaux contraint les opérateurs à se racheter entre eux, explique le Center for European Policy Studies, un

think-tank bruxellois. « Les politiciens pourront peut-être apparaître comme des sauveurs nationaux, mais ils seront bien en peine de préserver l'emploi et l'investissement direct », ironise un de ses chercheurs, Daniel Gros. La Commission, enfin, semble flotter entre ces deux interprétations. Un jour, comme si elle avait peur de se mettre la France à dos, elle minimise ce regain protectionniste et se replie sur ses strictes compétences juridiques : la concurrence et la libre circulation des capitaux. Le lendemain, elle éprouve le besoin d'injecter une piqure de rappel dans les veines des Etats membres tentées d'oublier « l'esprit » du marché unique. Dans une timide tentative d'incursion dans le champ politique, son président, José Manuel Barroso, a appelé mercredi « nos hommes d'Etat à (éviter) la rhétorique nationale ou nationaliste ».

*Post-scriptum :*

<http://www.lefigaro.fr/eco-entrepri...>